



Au menu cette semaine: pauvreté, migration, jeunesse, antifragilité. Le pape Léon XIV délaisse la théologie pour l'histoire économique le temps d'une encyclique et relance le débat sur la pauvreté mondiale. Notre atlas de la migration apporte des repères concrets pour comprendre les voies d'accès à notre pays. Et pour prolonger ces réflexions, ne manquez pas le vernissage de notre livre «Une Suisse antifragile» le 2 décembre prochain. Bonne lecture!

Pauvreté

Sacrebleu! Quand le pape dresse au monde un constat de pauvreté

Dans sa première encyclique, Léon XIV dénonce la «dictature» des marchés et remet en question les progrès accomplis contre la pauvreté. Une position surprenante de la part d'un pape, surtout au regard de l'histoire économique. Que révèle vraiment ce texte sur sa vision du monde ? Réponse dans la chronique de Jürg Müller dans la NZZ am Sonntag.

[Je veux en savoir plus.](#)

Le chiffre de la semaine



Selon la Banque mondiale, environ 10% de la population mondiale vit aujourd'hui dans l'extrême pauvreté. En 1990, ce taux était encore de 43%. Est considérée comme extrêmement pauvre toute personne devant vivre avec moins de 3 dollars américains par jour en parité de pouvoir d'achat (PPA). Cette évolution réjouissante témoigne des progrès en matière de prospérité globale au cours des dernières décennies.

Migration

Tous les chemins mènent en Suisse



La Suisse gère l'immigration selon un système dual: libre circulation pour les Européens, régulation stricte pour les pays tiers. Notre nouvel atlas de la migration fait le point sur ces voies d'accès, les contingents en 2025 et les effets du nouvel accord avec l'UE.

[Les détails avec Patrick Leisibach et Agustina Rodriguez.](#)

Thomas Jordan devient le premier «Distinguished Fellow» d'Avenir Suisse



Dans le cadre de son 25e anniversaire, Avenir Suisse a lancé un nouveau programme de Fellowship afin de récompenser des personnalités éminentes issues des milieux politiques, académiques et de la société civile pour leurs services apportés à la Suisse. Les nouveaux Distinguished Fellows contribueront également au travail d'Avenir Suisse grâce à leur expertise et à leur réseau. Jeudi dernier, Thomas Jordan, ancien président de la Direction générale de la Banque nationale suisse (BNS), a été le premier à recevoir le titre de Distinguished Fellow (photo ci-dessus).

Avenir Jeunesse

«Moins d'argent pour l'Etat, meilleur avenir ?»



La semaine dernière, nous avons animé un atelier avec des Jeunes UDC et Jeunes du Centre pour débattre de la question: «Moins d'argent pour l'Etat, meilleur avenir ?» Des échanges passionnés, des points de vue variés et beaucoup de curiosité ont permis d'explorer des questions clés: est-ce qu'il faut réduire l'empreinte de l'Etat en général ou seulement dans certains secteurs? Quelles mesures sont envisageables? [Découvrez nos ateliers](#) pour toutes les jeunesses de parti: un espace de débat ouvert, curieux et constructif.

Evénement

Dernière chance pour participer à notre vernissage

2 décembre 2025 | 18:00 - 21:00

Regus | Place de la gare 12, Lausanne

Le vernissage de notre livre «Une Suisse antifrangible» approche ! Il reste encore quelques places pour cette soirée unique. Venez découvrir les thèses centrales du livre et échanger avec des représentants des médias, de l'économie et de l'académie autour d'un verre. Ne laissez pas passer cette occasion d'explorer comment la Suisse peut continuer à tirer profit des crises

et renforcer son antifrágilité. Inscription possible jusqu'au 24 novembre.



Revue de presse

Dans les médias

Successions Dans un [article du Temps](#) consacré à la taxation des héritages, Michele Salvi, vice-directeur d'Avenir Suisse, revient sur le dilemme parmi les économistes libéraux entre droit de propriété et égalité des chances. Mais il relève aussi: «Les héritages apparaissent comme un cadeau tombé du ciel: perçus sans travailler, souvent exonérés d'impôts et donc entachés d'un certain soupçon d'indécence. Ce que l'on oublie souvent, c'est que la fortune transmise a déjà été imposée à plusieurs reprises.»

Climat Alors qu'Albert Rösti entend promouvoir les crédits carbone à la trentième édition de la Conférence des Parties (COP), Lukas Rühli relève dans un [article de l'Agefi](#): «Pour les pays riches aux coûts de réduction de CO2 élevés, comme la Suisse, il est judicieux de financer des réductions à l'étranger à titre complémentaire.»

On vous a transféré cette infolettre?

Alors [inscrivez-vous à notre infolettre](#), afin d'être toujours au courant de nos actualités.

Qui sommes-nous?

En tant que think tank indépendant, **Avenir Suisse** développe des idées pour l'avenir de la Suisse, en se fondant sur des études scientifiques et des principes libéraux.

Nos publications actuelles

avenir suisse

de nos analyses

En avant, la Poste!

Le géant jaune doit se réinventer en s'appuyant sur ses atouts traditionnels

Christoph Essering

La Poste Suisse a besoin d'une réorganisation complète. La focalisation et la liberté entrepreneuriale doivent être au centre des préoccupations.

Par «focalisation», on entend le fait de mettre l'accent sur le cœur de métier de l'entreprise, à savoir le transport physique d'informations et de marchandises dans toute la Suisse. Par «liberté», on entend le fait de ne pas freiner la Poste par des directives politiques désuètes là où elle doit agir.

Pour cela, trois éléments sont nécessaires. Premièrement, une nouvelle gouvernance qui fixe certaines lignes directrices à la Poste, mais qui rempli l'écarta interaction entre politique, administration et entreprises.

Deuxièmement, une division du groupe suivie de la privatisation de certaines parties de l'entreprise.

Troisièmement, des limites claires à l'engagement de la Poste sur de nouveaux marchés, précisément là où l'entreprise publique est une entrave aux prestataires privés.

1. Introduction: le plus grand défi depuis la création de 1998

La Poste Suisse fournit une offre bien connue qui lui donne son identité principale. Elle est celle de figurer en tête du classement de l'Union postale internationale, l'Union postale. Sa fiabilité et élevée, celle de la même manière que la personnalité des lettres, la réputation de la Suisse, ou l'infrastructure en réseau fiable.

Les Américains disent: «il n'est facile, dans le monde, de trouver une entreprise, pourquoi la changer? Ce bon classement cache toutefois le fait que la Poste en Suisse est une machine à perte. Actuellement, elle est soumise à une pression croissante de la part de la Confédération en matière de service public, sans recevoir d'argent de l'Etat. Mais sans réforme, le géant jaune tombera dans les chiffres rouges d'ici quelques années.

Qu'est-ce que nous lui devons? Il est nécessaire d'agir! Pour savoir si une entreprise est rentable ou non, il faut se référer à ce que l'on appelle sa valeur ajoutée. Cette dernière permet de mesurer si l'entreprise crée non seulement un frais, mais aussi de personnel

avenir suisse

Réponses au choc douanier

Comment la Suisse peut renforcer sa compétitivité au cours des 12 prochains mois

Jürg Müller, Patrick Lanzetta, Michela Salvi, Patricia Schuler, Lukas Schmid et Diego Taborda 10.08.2025

Les nouveaux droits de douane américains de 39% touchent une partie importante de l'économie d'exportation suisse et créent une incertitude dans la planification. Outre les efforts de politique extérieure, des réformes ciblées de politique intérieure sont nécessaires pour garantir la compétitivité. Ce document présente les champs d'action prioritaires ainsi que ceux où il faut absolument s'abstenir d'intervenir.

La Suisse doit agir sur le plan à 21:

1. Renforcer la politique commerciale avec l'administration. Travailler à l'élaboration d'un plan d'action.
2. Développer la politique commerciale et développer les partenariats commerciaux.
3. Développer la politique commerciale et développer les partenariats commerciaux.

Il y a quatre domaines où l'intervention de l'Etat est absolument nécessaire à l'avenir de la page.

Marché du travail (p. 3)	1. Moderniser la loi sur le travail: simplifier les dispositions relatives à la durée du travail et du repos ainsi qu'à la durée du temps de travail.	2. Stabiliser les coûts du travail: ne pas augmenter, développer les salaires collectifs avec des subventions pour les entreprises ou la suppression de l'ajustement des salaires.
Politique fiscale (p. 4)	4. Réviser la loi sur le revenu: réviser la loi sur le revenu, réviser la loi sur le revenu, réviser la loi sur le revenu.	5. Stabiliser les charges fiscales: ne pas augmenter les charges fiscales, ne pas augmenter les charges fiscales, ne pas augmenter les charges fiscales.
Régulation (p. 5)	7. Améliorer l'efficacité de l'administration: améliorer l'efficacité de l'administration, améliorer l'efficacité de l'administration, améliorer l'efficacité de l'administration.	8. Renforcer la réglementation: renforcer la réglementation, renforcer la réglementation, renforcer la réglementation.
Infrastructures (p. 6)	10. Développer un approvisionnement énergétique durable: développer un approvisionnement énergétique durable, développer un approvisionnement énergétique durable, développer un approvisionnement énergétique durable.	12. Réduire les entraves en matière de mobilité: réduire les entraves en matière de mobilité, réduire les entraves en matière de mobilité, réduire les entraves en matière de mobilité.
Innovation (p. 7)	13. Attirer les talents: attirer les talents, attirer les talents, attirer les talents.	15. Permettre les changements structurels: permettre les changements structurels, permettre les changements structurels, permettre les changements structurels.

avenir suisse

de nos analyses

Vers une bureaucratie durable?

Partie 1: Ce que l'obligation de reporting européenne coûte aux entreprises suisses

Partie 2: Ce qu'un alignement sur les exigences de l'UE coûte aux entreprises suisses

Michela Salvi et Philippe Düttlinger

La réglementation en matière de durabilité a considérablement gagné en ampleur et en importance ces dernières années. Cela est particulièrement visible dans la directive de l'UE sur la publication d'informations sur la durabilité, qui oblige les entreprises à rendre compte en détail des questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG). Les entreprises suisses sont également concernées, non seulement par le biais de leurs filiales, mais aussi via leurs chaînes d'approvisionnement. Cette analyse montre l'impact de cette réglementation sur l'économie suisse.

En avant, la Poste !

Réponses au choc douanier

Vers une bureaucratie durable?

Vous avez manqué une infolettre?

Pas de panique, retrouvez-les toutes dans notre [archive des infolettres](#).



© Avenir Suisse, Chemin de Beau-Rivage 7, 1006 Lausanne, Suisse, [avenir-suisse.ch/fr/](https://www.avenir-suisse.ch/fr/)

[A propos de nous](#)

[Déclaration de protection des données](#)

[Pourquoi vous recevez cette infolettre](#)

Afin d'éviter que cet e-mail n'apparaisse dans vos spams, ajoutez NewsletterFR@avenir-suisse.ch à votre carnet d'adresses.

Gestion de l'abonnement